

CereiSo

Recherche PADJER

« Les parcours d'accès
des jeunes aux lieux d'aide
sociale en milieu rural »

**Synthèse du rapport de recherche
Octobre 2025**



Recherche coordonnée par

Eugénie TERRIER

Chargée de recherche au CereiSo
Centre de recherche d'ASKORIA

ASKORIA
activateur de solidarités

En partenariat avec



Ille & Vilaine
LE DÉPARTEMENT



Contexte de la recherche

Dans la suite de travaux au sujet de la jeunesse rurale (Gambino & Desmesure, 2014; Coquard, 2019; Amsellem-Mainguy, 2021; Agnoux, 2022; Reversé, 2022), de l'accès aux droits (Deville, 2018; Hamel & Muller, 2007; Lafore, 2014; Mazet, 2017; Vial, 2021) et de l'accompagnement social des jeunes (Zunigo, 2013; Muniglia & Rothé, 2014; Muniglia, 2021), cette recherche vise à apporter des éléments d'éclairage vis-à-vis des questions suivantes :

- Quels lieux d'accueil social, de prévention sociale et d'aide à l'insertion socio-professionnelle sont privilégiés, évités ou contournés par les jeunes ruraux en difficulté et quelles sont les logiques qui sous-tendent leur recours ou leur non-recours à ces services ?
- Quelles sont les conditions d'accès (cartographies mentales, mobilités, usages) des jeunes aux lieux d'accueil social ? Par quels canaux ces jeunes prennent-ils connaissance de ces lieux et comment s'articulent les différentes « portes d'accès » aux droits, qu'elles soient physiques ou « numériques » ?
- Quels sont les déterminants sociaux et spatiaux des parcours d'accès des jeunes jusqu'aux services d'aide en milieu rural ?

Méthodologie de recherche

Quels sont les parcours d'accès des jeunes ruraux aux services d'aide ?

Etat de l'art

sur les jeunes en milieu rural et sur l'accès aux droits.

Rencontres

avec 30 professionnel.les et bénévoles de 17 structures différentes sur le territoire de Brocéliande (Ille-et-Vilaine)

Entretiens

avec 25 jeunes âgés de 17 à 29 ans sur 18 communes du territoire.

Ce travail d'élaboration s'est inscrit dans une démarche de recherche participative :



Virginie Muniglia

Docteure en sociologie, enseignante-chercheuse à l'EHESP et au laboratoire ARENES.



Eugénie Terrier

Docteure en géographie sociale, chargée de recherche au Cereiso, centre de recherche d'ASKORIA et chercheuse associée au laboratoire ESO-Rennes, Université Rennes 2.



François Sorin

Docteur en sciences de l'éducation, chargé de recherche au Cereiso, centre de recherche d'ASKORIA et chercheur associé au laboratoire CREAD, Université Rennes 2.



Coordination scientifique de la recherche :

Eugénie Terrier

Cereiso, le centre de recherche interdisciplinaire Solidarités & Société d'ASKORIA

Les résultats de la recherche

Aller vers les services d'aide : entre obligation sociale et épreuve individuelle pour les jeunes

Les jeunes ruraux que nous avons rencontrés pendant cette recherche étaient invités à s'exprimer au sujet des services d'aide dont ils.elles ont connaissance et/ou avec lesquels ils.elles ont pu être amené.es à être en contact dans des moments de questionnements ou de difficultés. Les services cités par les jeunes sont la mission locale, les associations de solidarité, les formations prépa avenir, les services sociaux, la PMI, les Espaces France Service, les structures de soin en santé mentale (CMP, Maison des ados), la CAF, les PAE (Point accueil Emploi) et France Travail.

Ils et elles nous ont raconté les différentes circonstances et expériences qu'ils / elles ont vécues dans le cadre de ces rencontres avec les professionnel.les de ces structures. Selon les moments de vie, les structures contactées et les types de difficultés rencontrées, les motifs de rencontre avec les services peuvent être de nature très différente allant du soutien au projet de formation, de recherche d'emploi, de logement à la demande d'aide pour l'alimentation, l'hébergement ou la mobilité, etc.



La typologie des motifs de rencontre montre que **les jeunes arrivent jusqu'aux services avec une idée plus ou moins précise de ce qu'ils vont exposer** ou éventuellement demander, tout en ayant une connaissance souvent approximative des droits auxquels ils.elles peuvent prétendre.

Ainsi, ces rencontres avec les services sont vécues de manière plus ou moins obligatoire, sous la pression sociale et/ou familiale ou dans le cadre d'une demande de prestation sociale ; ou exploratoire quand il s'agit de présenter un projet ou d'exposer un problème sans disposer d'informations précises sur l'issue de la rencontre.

Les représentations des jeunes au sujet des services d'aide sont majoritairement nourries de leur expérience personnelle ou de l'expérience de leurs proches. Parfois les discours font l'amalgame en les différents types de services d'aide ; parfois, les représentations sont spécifiques selon les structures concernées.

Parmi nos enquêté.es, alors que le recours aux services sociaux peut susciter des réticences et de la méfiance de la part de certains jeunes, le fait d'être accompagné.e par la mission locale n'est en revanche pas vécu comme étant stigmatisant mais plutôt comme une voie « normale » quand on est jeune et qu'on traverse une période de doute ou de difficultés.

La connaissance des services est déterminée par les trajectoires sociales des parents mais aussi des jeunes : parmi les enquêté.es qui connaissent l'existence des services sociaux, beaucoup ont un parcours en protection de l'enfance et/ou ont des parents déjà accompagnés par un.e assistant.e social.e.

L'enquête montre que la démarche d'aller vers les services d'aide représente une épreuve individuelle pour une majorité de jeunes. Un grand nombre d'enquêté.es mettent en avant leurs traits de personnalité comme la timidité ou l'anxiété pour expliquer leurs difficultés dans leurs relations avec les administrations et les services d'aide.

Dans le même ordre d'idées, les périodes plus ou moins longues de mal-être et de repli sur soi que certains jeunes peuvent traverser pour diverses raisons représentent des moments peu propices à la prise de contact avec des professionnel.les. Ainsi, quand ces jeunes essaient de dépasser ces freins pour téléphoner ou pour se rendre dans un service, la première rencontre devient cruciale face au risque de découragement.

On observe pour une partie de l'échantillon l'expression de difficultés pour faire face au travail administratif, compris comme l'ensemble des opérations qui incombent à l'usager d'un service ou d'une administration, aux différents niveaux et différents moments de la relation administrative : remplir un dossier (en ligne ou "papier"), réunir des pièces, actualiser ses informations personnelles, etc. Il apparaît que les jeunes qui bénéficient le moins de soutien familial/parental en la matière (aide à la gestion "des papiers", à la réalisation des démarches, etc.) sont ceux.celles qui expriment le plus rencontrer des difficultés à faire aux exigences de la relation administrative. Le jugement sur les démarches dépend en outre de l'administration ou du droit considéré : les démarches liées à France travail ou à la CAF sont régulièrement jugées complexes, même par des jeunes se considérant à l'aise ou autonomes avec le travail administratif.



Yann,
25 ans,
Bac,
rural à habitat
dispersé

"Parce que j'avais des amis, j'avais ma petite sœur, enfin voilà, mon entourage en gros qui avait déjà fait appel à, à la mission locale. Alors pas forcément de Bretagne, mais voilà. Et donc c'est comme ça que je suis allée la première fois à la mission locale."



Elisa,
17 ans,
Bac,
rural à habitat
dispersé

"Donc le mieux c'était que j'aille au CDAS, pour avoir une aide en fait. Sauf que si j'allais au CDAS c'était pas possible (...) elles se sont attaquées à mon petit frère, le plus grand, parce que il est prématuré, donc il a des difficultés. Donc forcément il faut s'occuper de lui, alors que ma mère gérait très bien en fait. Et, et en fait ma mère elle a parlé, du coup, à d'autres parents d'élèves, et pareil, c'est on n'était pas la seule famille, en fait, où ils inventaient des choses pas possibles, des trucs comme ça."



Pauline,
23 ans,
Bac,
Petite ville

J'arrivais pas, c'est par rapport aux démarches, j'arrivais pas à me lancer les démarches. (...) j'ai appelé dans les 15 jours, parce que j'ai du mal à téléphoner, passer des coups de fil. (...) Avec ma timidité c'est compliqué de faire des démarches. J'ai appelé, et donc elle m'a donné rendez-vous. Au début j'étais stressée, mais elle a réussi, j'ai été, j'étais à l'aise après."

Les difficultés vécues ou ressenties (qui peuvent mener au renoncement aux droits) peuvent aussi être liées à la disponibilité des personnes (ex. mère isolée) ou à leur état de santé mentale. En outre, le travail administratif est en partie lié aux trajectoires sociales : plus le jeune a vécu ou vit de l'instabilité professionnelle ou résidentielle, plus cela engendre des démarches et des justificatifs à réunir et à adresser aux administrations.

Régulièrement, les jeunes se disent insuffisamment préparés au travail administratif. Leurs rapports aux services se construisent progressivement, au fur et à mesure des rencontres et des expériences dans le cadre de leur **apprentissage de la relation administrative**.

Un décalage entre les attentes des jeunes et les propositions des services d'aide

Même si certains jeunes expriment des difficultés à réaliser les démarches en ligne, c'est davantage des **difficultés d'ordre relationnelles** qui sont mises en avant pendant les entretiens.

Les premières expériences relationnelles des jeunes avec les professionnels des services d'aide déterminent fortement la suite des parcours. Elles viennent forger la connaissance et les représentations des jeunes sur les services. Si la rencontre est vécue négativement par le jeune, celui-ci peut renoncer à continuer les démarches.



Charlyne
24 ans
Bac
Bourg rural

"J'ai des problèmes d'anxiété sociale. Du coup, pendant longtemps j'ai rien fait du tout. Donc, j'étais juste chez moi, en fait, je faisais rien du tout. Et puis je me suis motivée à m'inscrire à Pôle Emploi, essayer de chercher des formations, etc., et puis voilà. Et puis je me suis retrouvée au CLPS. "



Jordan
25 ans
Bac
Petite Ville

"Les trucs pour l'emploi, les trucs Sécurité Sociale, les impôts. Les rattachements fiscaux, je sais pas quoi, là. Bref tout un merdier, quoi. Et heureusement qu'ils étaient là [la mission locale], parce que tout seul ... Oui, déjà que travailler, trouver un travail c'est chiant tout seul. Alors faire tes papiers en même temps, aller au travail, ou retrouver du travail et t'emmerder à, je sais pas ... Tout seul c'est trop dur. Je trouve, tout seul, tous les papiers qu'y a à faire maintenant, c'est trop dur. Moi j'ai, je supporte pas, je pense j'y serais encore. Là, si j'avais pas rencontré la mission locale, je pense jamais, j'aurais toujours pas de carte vitale, j'aurais toujours pas tout ça, quoi. Faut que je me retrouve aussi un médecin traitant, il faut ... C'est pas fini."

Or, **on observe parfois des décalages** entre les jeunes qui expriment un besoin de temps et les propositions des professionnel.les qui, dans un souci de réalité peuvent se tourner vers des solutions rapides et centrées sur le marché local de l'emploi, particulièrement resserré en milieu rural.

Par ailleurs, même si des jeunes ont vécu une bonne expérience au cours ces premières rencontres avec les services, il arrive que certain.es ne donnent pas suite aux propositions d'aide et d'accompagnement parce que **cela n'était pas le « bon moment »** pour eux.elles ; la définition du « bon moment » pouvant résulter d'un ensemble de composantes.



Charlyne
24 ans
Bac
Bourg rural

“La conseillère [France Travail] que j’ai eue était très sympa, très à l’écoute. Elle s’est direct penchée sur ce que je voulais faire, etc. [...] Je voulais faire préparatrice en logistique pour des expéditions de recherche. Mais comme c’est un peu spécial... Enfin je cherchais... en fait, je cherche surtout un métier où j’avais pas besoin à ce moment-là de côtoyer beaucoup de gens.(...) Et puis comme c’est pas trop connu, après l’incompréhension en face de... : “Faut faire quoi pour accéder à ce métier ?” [...] Les gens, ils ont plus... malheureusement ils essayaient plus de diriger vers des métiers qui sont simples. Donc forcément, instantanément, t’es une fille, t’arrives t’as pas de diplômes : “Ah tu veux peut-être travailler avec les enfants ? peut-être faire ça ?” Automatiquement. [...] elle [la conseillère] m’a un peu orientée vers le CAP Petite enfance, qu’était pas trop la même chose [...] Toutes les formations, de toute façon, on essaie de te caler là où y a de la place, là où tu peux aller. (...) Et je trouve, c’est souvent ça, en fait, qui se passe.”

Lorsque les services d’aide offrent des opportunités insoupçonnées

Les jeunes mettent en avant **des expériences positives avec les services d’aide** particulièrement quand les professionnel.les leur ont donné **la possibilité de prendre le temps d’envisager voire d’expérimenter des projets** pas uniquement centrés sur l’insertion professionnelle ou encore quand les propositions d’accompagnement ont permis de sortir progressivement de l’isolement et de faire des rencontres lors par exemple d’ateliers collectifs. Ces constats invitent à élargir ce que l’on nomme faire de l’« aller-vers ». Cet « aller-vers » ne désigne pas seulement un déplacement physique. En effet on voit dans les parcours des jeunes des effets bénéfiques de cet aller-vers quand par exemple le.la professionnel.le prend soin de reprendre contact, de prendre des nouvelles du jeune mais aussi quand il.elle se met “à la hauteur” du jeune.



Nicolas
18 ans
Bac
Rural à habitat très dispersé

“Voilà. Parce que moi, on m’a proposé Workaway, parce qu’elle [la conseillère mission locale] me connaissait extrêmement bien, et parce qu’elle avait pris le recul de, elle avait bien vu qu’un travail ça me servait à rien, parce que j’avais pas envie, parce que j’avais plus envie. Et, elle a bien vu... Pour le coup, moi j’adore Elodie [sa conseillère mission locale] parce qu’elle a vraiment pris le temps de, de comprendre qui j’étais avant de me conseiller sur quoi faire. En fait, pendant 2-3 mois, elle m’a rien dit de quoi faire, elle m’a juste dit : ‘essaies de toi prendre le temps de savoir, de... Moi je peux te proposer des trucs, mais prend pas forcément 100% en compte ce que je te dis, c’est pas moi qui te dis quoi faire, c’est toi qui dis quoi faire’.

Capacités de mobilité et accès aux droits pour les jeunes ruraux

La question de l'accès des jeunes aux services d'aide se lit aussi en termes d'accessibilité physique des lieux. Les jeunes rencontrent plus ou moins de difficultés pour se rendre jusqu'aux structures selon le type de commune où ils.elles résident. Pour les jeunes qui habitent dans les communes-centre, un certain nombre de services leur sont accessibles à pied ou à vélo.

En revanche, **la capacité de mobilité devient primordiale** pour les jeunes résidant en dehors des bourgs, dans les petites communes, ou quand il s'agit de se rendre dans un service hors de sa commune. Or, du fait d'un réseau de transport insuffisant, le permis et la voiture demeurent des ressources obligatoires pour se déplacer en milieu rural.



Clément
25 ans
Bac
Rural à habitat dispersé

"Les personnes qui nous ont accueillis étaient incroyables. Je sais pas. Moi qui, vraiment, l'art, voilà, ça me plaît pas trop. Mais je sais pas, le fait d'être avec autant de, de bienveillance, de... Même les personnes qui étaient là, les autres jeunes, étaient hyper sympas, tout ça. Donc, je me suis vraiment senti bien."



Antoine
29 ans
Bac +5
Bourg rural

"Et, typiquement je peux pas aller, je peux pas aller faire des trucs en fin de journée, en soirée sur Rennes, parce qu'y a pas de bus. (...) Du coup je peux pas trop aller sur Rennes faire des trucs le soir, avec des gens que je connais. (...) Comme c'est trop la galère, je me suis dit à moi-même, je fais pas."



Parmi les enquêtés.es, **seuls 10 jeunes sur 25 ont le permis** et 8 ont une voiture à leur disposition. La voiture donne la possibilité d'élargir le champ des possibles en termes d'accès à de l'aide et des soins et d'être moins dépendant.e de l'offre réduite à proximité. Au-delà des difficultés d'accès aux stages et à un emploi, **l'absence de permis et de voiture amène à des situations de renoncement à des activités** qui aideraient à aller mieux et à des soins, renforçant ainsi le mal-être et l'isolement social.

De plus, ces difficultés de mobilité peuvent représenter **un facteur d'empêchement pour répondre aux exigences des dispositifs d'accompagnement** comme par exemple la réalisation de stages ou aussi des 15 heures d'activités dans le cadre du CEJ. Les jeunes limités dans leurs déplacements se retrouvent à **devoir faire des demandes d'aide supplémentaires** pour pouvoir être véhiculés, ce qui n'est pas toujours bien vécu car cela les positionne dans une relation de dépendance. Ces situations peuvent alors parfois pousser les jeunes à **adopter des pratiques de mobilité plus à risques** comme la marche, le vélo ou la trottinette sur des routes non aménagées pour ces usages. **Des solutions d'aide à la mobilité** existent sur le territoire (ex. transport à la demande, prêt de scooter) sans qu'elles soient toujours connues, adaptées ou facilement appropriées par les jeunes.

La question de la mobilité est complexe et intègre aussi des dimensions cognitives et affectives. C'est ainsi que certains jeunes repoussent l'idée de passer le permis par peur de conduire ou encore refusent de se rendre dans certains lieux comme les grandes villes du fait d'un fort sentiment d'insécurité.

Inégalités sociales et parcours d'accès aux droits

L'enquête confirme **les effets des inégalités sociales dans les parcours d'accès des jeunes vers les services d'aide et sur les rapports aux démarches administratives.**

Les jeunes issus des catégories sociales plus favorisées (classes moyennes et classes populaires stabilisées) ont davantage accès à des informations au sujet des droits et des services via leurs proches ou en allant chercher par eux-mêmes sur Internet.

Les jeunes issus des classes sociales les moins favorisées ont moins la possibilité de se permettre de vivre une période d'indétermination sociale avec la pression de trouver un emploi rémunérateur le plus rapidement possible. De la même manière, au sein de notre échantillon, ce sont quasi exclusivement les jeunes des familles les favorisées qui ont le permis et une voiture à leur disposition. De plus, la nécessité d'être véhiculé impose de pouvoir recourir à un soutien social et familial – ressource inégalement répartie entre les jeunes.

La recherche nous a amené à rencontrer **des jeunes vivant des situations de grand isolement social et géographique.** Certains jeunes appartiennent à des familles socialement marginalisées souvent originaires d'autres territoires ce qui les prive du soutien d'un réseau social local (capital d'autochtonie).

L'isolement social est particulièrement important pour les jeunes mères.

On observe aussi dans les trajectoires des jeunes l'impact des mobilités résidentielles en termes de délitement des liens sociaux – plus ou moins important selon la détention d'autres capitaux (économiques, culturelles) qui peuvent aider à recréer un réseau social (activités, sorties). En contexte rural, on observe que la nécessité de s'éloigner pour aller au Lycée ou dans une MFR oblige certains jeunes à rester à l'internat la semaine, ce qui peut aussi avoir pour conséquences de disperser les réseaux de connaissances.

Le rôle des intervenant.es sociaux.ales est alors primordial pour aider ces jeunes à recréer du lien social sur leur territoire de vie.



Charlyne
24 ans
Bac
Bourg rural

"On te met la pression pour vraiment que tu fasses des trucs, et puis on, et puis, je sais pas, tout ça à faire c'est énorme. Enfin, 15 à 20 heures par semaine (...) En tout cas dans ma campagne, je peux pas me permettre d'aller à Rennes tous les jours, etc., quoi, pour faire des démarches. Et puis en campagne, malheureusement les bus ils vont pas de telle campagne à telle campagne. (...) Mais là pareil, le sport moi ça me dérangerait pas, mais trouvez-moi une salle de sport."



Louna
22 ans
Bac
Petite Ville

"C'est en fonction des revenus. C'est tout un dossier. C'est très compliqué. Il faut les anciennes factures car j'avais déjà commencé des leçons. C'est un truc énorme. Je me suis sentie dépassée. Il fallait fournir des devis de plusieurs auto-écoles différentes». (...) Moi j'avais juste besoin d'un oui ou d'un non, et là tu me demandes 30 000 papiers (...) je ne me sentais pas prête (...) ça m'a pris la tête."



Laura
19 ans
Sans diplôme
Petite ville

"Parce que j'ai quand même beaucoup de démarches à faire, et j'ai un petit gosse, du coup il faut que, je prends les choses maintenant plus au sérieux que internet et le téléphone. Du coup, bon, faut que je laisse ma vie un peu de côté, avec les amis, et que je m'occupe un peu plus des choses un peu plus importantes. [...] J'avais Facebook, tout ça, mais je reste pas trop sur... j'y vais pas trop dans les réseaux sociaux."

La recherche a donné la possibilité de mieux cerner **ce que recouvre réellement la catégorie des « jeunes invisibles »** régulièrement mobilisée dans les discours publics et des professionnel.les.

Même si, en effet, nous avons rencontré de nombreux jeunes traversant ou ayant traversé des périodes de repli sur eux-mêmes (souvent associé à un mal-être), dans leur chambre et/ou au domicile parental, il apparaît que souvent ces jeunes ont à un moment ou un autre réalisé une démarche vers un service ce qui invalide l'idée d'une « invisibilité » totale par les institutions.

En revanche, la déception de ne pas trouver de réponses attendues ou la colère d'avoir eu le sentiment de ne pas être écouté ou d'être mal considéré engendrent pour ces jeunes un abandon dans les démarches ce qui les éloigne des services d'aide – jusqu'au moment où les liens sont réactivés soit du fait d'une initiative de la part d'un.e professionnel.le soit parce que la situation ou des proches obligent à retourner vers les administrations et les services d'aide.

Nous repérons un autre type de profil parmi les jeunes considérés comme « invisibles » par les professionnel.les : il s'agit de **jeunes issus de familles précaires qui font l'expérience de nombreux déménagements** dans l'espoir d'une vie meilleure ou pour fuir les structures sociales comme par exemple l'Aide sociale à l'Enfance.

L'analyse des parcours d'accès des jeunes aux services d'aide montre que **les trajectoires vers les services sont loin d'être linéaires alors même que la notion de « parcours » pourrait le laisser le croire.**

Les « cheminements » des jeunes vers les structures d'accompagnement suivent des tracés discontinus, faits d'allers-retours, de ruptures ou de renouements.

De plus, ces « parcours d'accès » à de l'aide et aux droits peuvent passer par différents types de contact, qui, s'ils n'aboutissent pas à quelque chose de concret à la première rencontre, peuvent être réactivés par le jeune ou ses proches quelques années plus tard.

Ceci étant dit, les résultats de cette recherche montrent que la notion de « parcours d'accès » garde cet intérêt heuristique de resituer l'analyse au sein des parcours de vie des personnes et de croiser les dimensions temporelle, spatiale et sociale pour mieux comprendre les rapports des personnes aux services d'aide



Références bibliographiques

- **Agnoux, P. (2022).** Du côté de chez soi : L'entrée dans la vie adulte des femmes de classes populaires dans les espaces ruraux [Thèse de doctorat en sociologie, démographie]. Bourgogne Franche-Comté.
- **Amsellem-Mainguy, Y. (2021).** Les filles du coin. Vivre et grandir en milieu rural. Presses de Sciences Po; Cairn.info. <https://www.cairn.info/les-filles-du-coin-9782724627350.htm>
- **Coquard, B. (2019).** Ceux qui restent : Faire sa vie dans les campagnes en déclin. La Découverte.
- **Deville, C. (2018).** Les chemins du droit : Ethnographie des parcours d'accès au RSA en milieu rural. Gouvernement et action publique, 3(3), 83. <https://doi.org/10.3917/gap.183.0083>
- **Gambino, M., & Desmesure, O. (2014).** Habiter les espaces ruraux : Les enjeux des formes de mobilité des jeunes. Regards interdisciplinaires. Norois, 233(4), 25-35. [Cairn.info. https://doi.org/10.4000/noris.5401](https://doi.org/10.4000/noris.5401)
- **Hamel, M.-P., & Muller, P. (2007).** L'accès aux droits sociaux : Un compromis entre performance gestionnaire et justice sociale. Politiques et management public, 25(3).
- **Lafore, R. (2014).** L'accès aux droits, de quoi parle-t-on ? Regards, N° 46(2), 21-32. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/regar.046.0021>
- **Lima, L. (2015).** Pauvres jeunes. Enquête au cœur de la politique sociale de jeunesse. Champ social; Cairn.info. <https://www.cairn.info/pauvres-jeunes-9782353719211.htm>
- **Mazet, P. (2017).** Conditionnalités implicites et production d'inégalités. Les coûts cachés de la dématérialisation administrative. La Revue française de service social, 264, 41-47.
- **Muniglia, V. (2021).** Construire la relation d'aide avec les jeunes les plus vulnérables : Les professionnels comme artisans du lien social: In Des professionnels pour les jeunes (p. 139-163). Champ social. <https://doi.org/10.3917/chaso.becqu.2021.01.0139>
- **Muniglia, V., & Rothé, C. (2014).** Parcours de jeunes en grande difficulté : À l'interaction des logiques d'intervention professionnelles et des usages juvéniles de l'aide sociale. Lien social et Politiques, 70, 153-169. <https://doi.org/10.7202/1021161ar>
- **Reversé, C. (2022).** Le coin et le cocon : Le sentiment de « chez-soi » chez des jeunes vulnérables de classes populaires rurales. Enfances, Familles, Générations, 39. <https://doi.org/10.7202/1090934ar>
- **Vial, B. (2021).** Les raisons du non-recours des jeunes à l'aide publique et leurs attentes concernant l'accès aux droits sociaux. Regards, 59(1), 151-162. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/regar.059.0151>
- **Zunigo, X. (2013).** La prise en charge du chômage des jeunes : Ethnographie d'un travail palliatif ([Ed] ed. du Croquant). Croquant.



Contacter CereiSo

Prenant pour objet l'action sociale et les métiers des solidarités, et afin d'accompagner les acteurs du secteur social et médico-social à mieux décoder la complexité des phénomènes socio-territoriaux pour agir en connaissance de cause, CereiSo – le Centre de recherche d'ASKORIA – s'est donné pour mission d'analyser les évolutions sociales, institutionnelles et professionnelles dans le domaine de l'action sociale.

Julie Rannoux

Directrice du Centre de
recherche CereiSo

07 64 42 87 69

julie.rannoux@askoria.eu



@julie rannoux

